





Dom Luiz, por Graça de Deus, Rei de Portugal e dos Algarves, d'aquem e d'alem mar em Africa, Senhor de Guiné e da Conquista, Navegação e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia e da India, etc. Faço saber aos que a presente Carta de confirmação e ratificação virem que aos seis de Dezembro de mil oitocentos setenta e tres, se concluiu e assignou em Berne, entre Mim e o Conselho Federal da Confederação Suissa, um Tratado de Commercio, cujo teor é o seguinte:

La Majesté le Roi du Portugal et des Algarves et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations entre leurs Etats respectifs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

La Majesté le Roi du Portugal et des Algarves, le Vicomte de Santa Isabel, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse;  
le Conseil fédéral de la Confédération suisse, Monsieur le Conseiller fédéral Guillaume Naeff, Chef du



Département fédéral du Commerce et des Péages,  
 lesquels, après s'être communiqué leurs pleins  
 pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont con-  
 venus des articles suivants:

## Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commer-  
 ce entre Etats des deux Hautes Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune d'elles ne seront sou-  
 mis ni à raison d'acquisition ou de possession d'im-  
 meubles ou de biens meubles, ni à raison de leur  
 commerce et de leur industrie, dans les villes ou  
 lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils  
 s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement,  
 à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque  
 dénomination que ce soit, autres, ni plus élevés que  
 ceux qui sont perçus sur les nationaux; et les privi-  
 lèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont  
 jouiraient en matière de commerce et d'industrie les  
 ressortissants de l'une des Hautes Parties, seront  
 communs à ceux de l'autre.

Les stipulations du présent article ne dérogent en



rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, en vigueur dans le territoire de chaque Etat contractant, et applicables aux ressortissants de tout autre Etat.

## Article 2.

Les ressortissants de chacun de deux Etats, seront dans l'autre Etat exempts de tout service personnel dans l'armée, la milice et la marine.

## Article 3.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit. Chacune d'elles s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les droits, à l'importation, à l'exportation ou au transit, qu'elle pourrait accorder à une tierce puissance.

Toutefois, il est fait réserve, au profit du Portugal, du droit de concéder, au Brésil seulement,



des avantages particuliers qui ne pourront pas être réclamés par la Suisse, comme une conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée. Il est expliqué que si le Portugal accordait à d'autres Etats le partage des faveurs qu'il aurait accordées au Brésil, la Suisse serait admise à jouir des mêmes faveurs.

### Article 4.

Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou des communes supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de la production de la nation la plus favorisée. Toutefois les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système d'accise.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale,



l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal ou équivalent; le traitement de la nation la plus favorisée étant toujours garanti de part et d'autre.

## Article 5.

En ce qui concerne les marchandises, les étiquettes de marchandises ou leurs emballages, les dessins ou les marques de fabrique ou de commerce, les ressortissants de chacun des Etats respectifs jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux.

## Article 6.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui serviront d'échantillon et qui seront importés en Portugal par des voyageurs de maisons suisses ou en Suisse par des voyageurs de maisons portugaises, auront droit de part et d'autre, moyennant l'accomplissement des formalités de douane nécessaires pour



en procurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, à la restitution des droits qui auront été déposés à l'entrée.

## Article 7.

Les fabricants et marchands suisses ainsi que leurs commis voyageurs, voyageant en Portugal, pourront y faire des achats et des ventes pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises. Il y aura réciprocité en Suisse pour les fabricants et marchands portugais et leurs commis voyageurs.

## Article 8.

Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du



bureau de l'exportation, soit un certificat délivré par les Consuls ou Agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux de l'expédition.

### Article 9.

Les dispositions du présent traité sont applicables, sans aucune exception, aux Îles portugaises dites adjacentes, savoir: aux Îles de Madère et Porto Santo et à l'Archipel des Açores.

Les ressortissants de la Confédération et les produits de son sol et de son industrie jouiront, dans les Colonies du Portugal, du traitement et de tous les avantages ou faveurs qui sont actuellement, ou qui seront par la suite, accordés dans les dites Colonies aux personnes et aux produits de la nation la plus favorisée.

### Article 10.

Le présent traité entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications, et



restera en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année 1878.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la période sus-indiquée, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

## Article 11.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi,  
les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, en double original, le six (décembre) mil huit cent soixante



treize.

Le Plenipotentiaire  
de Portugal:

Le Plenipotentiaire  
de Suisse

Vicomte de Santa Isabel.

Naeff.

(L.S.)

(L.S.)

Esendo-me presente o mesmo tratado, cujo teor fica acima inserido, e bem visto, considerado e examinado por mim tudo o que n'elle se contém, e tendo sido approvado pelas Cortes Geraes, o ratifico e confirmo, assim no todo, como em cada uma das suas clausulas e estipulações, e pela presente o dou por firme e valido para haver (e) produzir o seu devido effeito, promettendo observalo e cumpri-lo inviolavelmente, e faze-lo cumprir e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho e firmexa do sobredito fiz passar a presente Carta, por mim assignada, passada com o sello grande das Armas Reaes, e referendada



pelo meu Ministro e Secretario d'Estado abaixo  
assignado. Dada no Palacio d' Ajuda, aos  
nove dias do mez de Maio do anno do Nascimen-  
to de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oito-  
centos setenta e seis.

El Rei D. II.

João de Andrade Coruja





